

Burkina Faso : la réaction de la CEDEAO face au nouveau putsch

Quelques heures après l'éviction du président de la transition du Burkina Faso, le colonel Paul Henri Damiba par des militaires dans la nuit du vendredi 30 septembre 2022, la réaction de la CEDEAO, ne s'est pas fait attendre. La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest a condamné avec fermeté ce énième d'Etat, le deuxième en 2022 dans ce pays.

« La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) condamne avec la plus grande fermeté la prise de pouvoir par la force qui vient de s'opérer ce vendredi 30 septembre 2022 au Burkina Faso », a indiqué l'organisation dans un communiqué vendredi soir.

« La CEDEAO trouve inopportun ce nouveau coup de force au moment où des progrès ont été réalisés, grâce à la diplomatie et aux efforts de la CEDEAO pour un retour méthodique à l'ordre constitutionnel au plus tard le 1er juillet 2024 », ajoute l'organisation.

L'institution sous régionale « réaffirme son opposition sans réserve à toute prise ou maintien du pouvoir par des moyens non constitutionnels et exige le respect scrupuleux du chronogramme déjà retenu avec les autorités de la transition pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel au plus tard le 1er juillet 2024 », poursuit le communiqué.

À cet effet, la CEDEAO met toute institution ou groupe de personnes qui s'opposeront au retour de la constitution

« La CEDEAO met en garde toute institution, force ou groupe de personnes qui, par des actes, empêcherait le retour programmé à l'ordre constitutionnel ou contribuerait à la fragilisation de la paix et la stabilité du Burkina Faso et de la Région. La Commission de la CEDEAO reste saisie de l'évolution de la situation » a écrit le

président de la Commission.